

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Bachar al-Assad en appelle au verdict des urnes, ses opposants ont peur

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 1ER JANVIER 2013



Le président el-Assad et son épouse lors du référendum constitutionnel de février 2012.

Bachar al-Assad en appelle au verdict des urnes, ses opposants ont peur

Par Ghaleb Kandil

Les propos sans cesse répétés sur le refus de toute ingérence étrangère en Syrie constituent une grande tromperie politique dans laquelle sont également tombés des États et des forces censés être solidaires de Damas dans la résistance farouche et déterminée qu'il oppose au plan impérialiste visant à maintenir l'hégémonie américaine unilatérale sur le monde.

Ce qui se passe en Syrie depuis l'éclatement des troubles est en réalité une ingérence étrangère directe sur les plans militaire,

sécuritaire, économique, financière, politique, diplomatique et médiatique. Cette guerre universelle déclarée contre la Syrie a été imaginée et planifiée par les États-Unis, qui ont réparti les rôles à chaque pays ou acteur non-étatique, au Moyen-Orient et dans le monde. De la sorte, Washington ne se voit plus contraint d'envoyer directement son armée pour détruire la Syrie, car de toute façon, la force de ce pays et ses alliances régionales et internationales doivent être prises en compte dans toute aventure militaire états-unienne.

Il serait naïf, voire ridicule, de répéter le leitmotiv de la nécessité de mettre un terme à la violence et de commencer le dialogue, tant que des mesures fermes et strictes ne sont pas prises pour mettre un terme à l'envoi d'armes, de terroristes, d'argent et de soutien de tous genres en Syrie. L'arrêt de la violence et le début du dialogue doivent s'accompagner d'une résolution internationale contraignante, exigeant le démantèlement des chambres d'opération au Liban et en Turquie et la fermeture des camps d'entraînement ouverts dans les pays limitrophes qui préparent les terroristes avant de les exporter vers la Syrie.

Toutes les façades de l'opposition n'ont aucune influence sur les groupes armés qui sèment la mort et la désolation en Syrie. Et la plupart des rapports crédibles et des enquêtes sérieuses montrent que la principale force sur le terrain est le Front qaïdiste al-Nosra et les groupes takfiristes internationaux, qui viennent, de l'aveu même des Nations unies, de 29 pays arabes et musulmans. Les Frères musulmans syriens et leurs sbires de la coalition de Doha ne sont que des façades manipulées par Al-Qaïda.

Les changements survenus sur le terrain devraient pousser les amis et alliés de la Syrie à lancer une campagne mondiale visant à soutenir l'État national syrien face au terrorisme takfiriste et qaïdiste. L'acceptation par Washington de mesures précises pour lutter contre les terroristes devrait être la position minimale, au lieu de glisser vers des discussions avec les États-Unis portant sur des affaires syriennes internes censées être des questions souverainistes. Des questions que Washington et ses petits agents, notamment les pétro-autocraties, n'ont nullement le droit d'évoquer. D'autant que ces pétro-autocraties ne disposent ni de Constitution, ni d'élections.

Le fait que le pouvoir syrien soit disposé à dialoguer et à élargir le partenariat politique au sein des institutions est un signe de confiance et de force, qui prend sa source dans l'incontestable soutien populaire dont jouit le président Bachar al-Assad. Le chef d'État syrien est prêt à relever le défi de la démocratie, en acceptant le verdict des urnes, seul moyen de savoir qui représente réellement la conscience nationale des Syriens. Mais tous les autres, en Syrie et à l'étranger, qui font de la surenchère démocratique, sont-ils disposés à relever ce défi ? Visiblement non, car ils posent comme condition préalable à l'arrêt de la guerre universelle contre la Syrie un engagement du président Assad qu'il ne se présentera pas à la présidentielle de 2014. Drôle de conception de la démocratie, celle qui interdit à un citoyen de s'en remettre au verdict des urnes.

La vérité c'est que tous savent que Bachar al-Assad reste, aux yeux de son peuple, le garant de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du pays, et le symbole d'une Syrie forte et fière. Et eux veulent une Syrie humiliée, affaiblie, brisée et inféodée aux pétro-autocraties.

Mais ça, jamais ils ne l'obtiendront !

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« L'opposition ne peut en aucune façon faire assumer au président de la République la responsabilité d'un changement de gouvernement. Il y a des règles constitutionnelles bien précises en la matière, et elles doivent être respectées. Le gouvernement est démissionnaire quand son chef démissionne, quand un tiers de ses membres démissionnent ou quand le Parlement le prive de la confiance. Si l'on souhaite voir former un gouvernement d'entente nationale, c'est donc à la table de dialogue qu'il faut en parler. »

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

« Le dialogue est le seul moyen de préserver la stabilité du Liban. Notre destin est de vivre dans un Liban uni, notre seul choix est de vivre ensemble. Nous avons nos différends en politique, mais cela

ne doit pas affecter la stabilité de l'État. Malgré tout ce qui se passe dans la région, ne craignez pas les dangers externes, notre pays est capable d'affronter les dangers qui viennent de l'étranger, mais il est faible face aux dangers intérieurs. Les élections auront lieu à temps et selon une loi électorale moderne. »

Béchara Raï, Patriarche et cardinal maronite

« Nous appelons à nouveau les protagonistes de la crise politique au Liban à prendre l'initiative de mettre au point une nouvelle loi électorale autre que la loi de 1960 qui est, de l'aveu général, à l'origine de nos crises ; nous les appelons aussi à former un nouveau gouvernement correspondant à la règle de convivialité et capable de conduire le pays vers des élections législatives pacifiques à la date qui leur est prévue ; un nouveau gouvernement qui épargnerait au Liban les répercussions de la guerre en Syrie et des secousses du monde arabe. Il est clair que la région a besoin de plus de modération dans son cheminement vers la démocratie ; une démocratie où les peuples seraient reconnus dans la diversité de leurs composantes culturelles, politiques et religieuses. Une démocratie qui assurerait l'alternance au pouvoir, le renouvellement des élites politiques, la continuité des réformes, la diversité intellectuelle et politique, le multipartisme, la reconnaissance de l'autre ; une démocratie qui reconnaîtrait aussi les libertés publiques, à commencer par la liberté d'opinion, de croyance et de culte, et renforcerait les libertés fondamentales, loin de toute violence, de toute intimidation, de toute domination, oppression ou discrimination. »

Nouhad Machnouk, député du Coutant du futur

« Nous ne participerons à aucun dialogue avant la démission de ce gouvernement et la formation d'un nouveau cabinet qui ne ferme pas les yeux sur les assassinats. L'alternative serait la mise en place d'un gouvernement de transition formé d'experts et de technocrates. »

Événements

- Citant des sources de sécurité, le quotidien *Al-Moustaqbal* a rapporté que le contingent turc de la Finul a intensifié les mesures de sécurité après les menaces lancées par les familles des 9 otages libanais détenus en Syrie. "Toute atteinte aux militaires turcs sera considérée comme une atteinte aux Nations unies et à la résolution 1701", ajoute le journal de Saad Hariri.

- Le quotidien *Ad-Diyar* a rapporté qu'un ambassadeur en poste au Liban a réuni 22 députés, toutes tendances politiques confondues, afin de simuler une séance de dialogue national durant laquelle les représentants des deux parties adverses étaient assis autour d'une même table. À l'issue de la rencontre, l'ambassadeur leur a posé une question qui est restée sans réponse : pourquoi avez-vous accepté de vous réunir ici et n'avez-vous pas accepté de le faire au palais de Baabda ?

- Dans un entretien au quotidien *Al-Joumhouria*, le président de la République Michel Sleiman a proposé l'élection d'un Parlement de transition sous la loi électorale de 1960, dans l'attente d'un consensus sur une nouvelle loi. « Ce Parlement sera une solution temporaire. Lorsqu'une nouvelle loi électorale sera adoptée, la Chambre sera dissoute et un nouveau Parlement sera élu », a affirmé M. Sleiman. Le président a, par ailleurs, annoncé qu'il allait tout faire « pour que les élections aient lieu à temps » sous la loi de 1960 ou n'importe quelle autre loi. M. Sleiman a affirmé qu'il préfère une loi électorale basée sur la proportionnelle.

- Le quotidien *Al-Akhabar* a rapporté que l'imam d'une mosquée de la région de Mousaitbé, à Beyrouth, a violemment critiqué le président de la République, Michel Sleiman, lui reprochant d'avoir organisé les festivités de Noël au Palais de Baabda. Le cheikh a estimé que le palais présidentiel appartient à tous les Libanais et n'est pas l'apanage d'une communauté déterminée.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 28 décembre 2012)

Le ministre du Développement administratif, Mohammed Fneich, a soulevé, lors du Conseil des ministres, l'affaire du militant libanais Georges Ibrahim Abdallah, en sa qualité de ressortissant libanais toujours détenu par les autorités françaises « bien qu'il ait purgé sa peine ». Il a appelé le Liban à assumer ses responsabilités à l'égard de ce citoyen et exhorté les présidents Michel Sleiman et Najib Mikati ainsi que le ministre des Affaires étrangères Adnane Mansour à procéder aux contacts diplomatiques nécessaires sur ce plan. Le président Sleiman a expliqué qu'il avait déjà entrepris plusieurs contacts dans ce dossier et qu'il était prêt à en effectuer d'autres. Le Premier ministre a adopté la même position. Le ministre de la Justice Chakib Kortbawi a annoncé, quant à lui, que son ministère examinait les moyens d'engager un avocat pour suivre ce dossier.

As-Safir (28 décembre 2012)

Marlène Khalifé

Le Premier ministre Najib Mikati mérite d'être qualifié de star de l'année. L'année qui s'écoule a été ponctuée de plusieurs événements, comme les visites au Liban du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon et du pape Benoît XVI, la présidence par le Liban de la 138ème session de la Ligue arabe. Cependant, le déplacement effectué par le président français à Beyrouth a revêtu une importance particulière, d'autant plus qu'elle est survenue au lendemain de l'attentat qui a coûté la vie au général Wissam el-Hassan et à la lumière des appels de l'opposition à la démission du gouvernement de Mikati. Toutefois, François Hollande n'a lancé aucun appel allant dans ce sens. Au contraire, dans un geste diplomatique sans précédent, les représentants des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité ont appelé de leurs vœux, à partir du palais de Baabda, à la préservation de la stabilité au Liban, soulignant que le gouvernement ne devra pas démissionner avant de s'entendre sur l'alternative. Cette année, Mikati a eu sa part de soutien de la part de la communauté internationale. Au début de l'année, il s'est rendu à Paris, où il a rencontré le président Nicolas Sarkozy, sans toutefois être accompagné d'une délégation ministérielle, étant donné que l'invitation lui été adressée à titre personnel. Ceci dit, la visite a

revêtu un caractère exceptionnel.

Ensuite, les liens se sont réchauffés entre le Premier ministre et la France. L'ancien ambassadeur de France au Liban, Denis Pietton, a adressé une invitation à Mikati en France, dans un geste qui a dénoté la satisfaction des Français pour le respect par le Liban de ses engagements vis-à-vis du TSL. Avant la fin de l'année, le chef du gouvernement se trouvait de nouveau à Paris dans le cadre d'une visite de trois jours en réponse à l'invitation de son homologue français Jean-Marc Ayrault. Contrairement à sa première visite, Mikati était accompagné cette fois d'une délégation formée du ministre de l'Économie et du Commerce, Nicolas Nahas, du ministre de l'Information, Walid Daouk, et du ministre du Sport et de la Jeunesse, Fayçal Karamé.

De l'avis de la communauté internationale Mikati a joué le rôle du pompier capable d'éteindre les incendies déclenchés par les multiples crises tant aux niveaux politique, sécuritaire que sur le plan des relations du Liban avec la communauté internationale. Aussi, a-t-il mérité la confiance du club des nations.

As-Safir (27 décembre 2012)

Ghassan Rifi

De nombreuses parties s'emploient à faire pression sur le Premier ministre Najib Mikati à travers sa ville, Tripoli, pour servir des intérêts politiques ou pour marquer quelques points, dans le but de renverser le gouvernement. C'est l'objectif affiché du sit-in organisé devant le domicile de Mikati, où les tentes dressées par les protestataires sont vides. Surtout depuis que la conviction est apparue que le cabinet ne tombera pas de cette manière et que son départ est lié à l'élaboration d'une nouvelle loi électorale qui sera suivie de la formation d'un nouveau gouvernement dont les membres ne seraient pas candidats aux prochaines législatives.

Ces parties profitent de plus en plus de l'exacerbation des tensions politiques et confessionnelles et de la situation sécuritaire qui ne s'est jamais autant détériorée au Liban-Nord, en dépit de la décision de confier à l'Armée libanaise la sécurité à Tripoli.

Des sources tripolitaines assurent qu'il n'est plus possible de séparer les tensions sécuritaires à Tripoli des diverses tentatives de faire pression sur Mikati et son gouvernement. Ainsi, la ville a

connu un calme inhabituel après le 14^{ème} round de violence, et les funérailles des victimes de l'embuscade de Tal Kalakh se sont déroulées sans incident, sans tirs en l'air et sans apparition d'hommes armés. Ces mêmes sources expriment leur étonnement sur ce qui s'est produit après la dernière visite du Premier ministre à Tripoli, où il a rencontré un grand nombre de notables, de dignitaires religieux et d'habitants. Devant ses visiteurs, M. Mikati avait annoncé que la situation sécuritaire à Tripoli était en train de s'améliorer. A peine quelques heures plus tard, les habitants de la ville ont été surpris par le jet d'une bombe sonore devant le domicile du chef du gouvernement et l'apparition, le lendemain, d'hommes armés qui se sont déployés de l'entrée nord à l'entrée sud de la ville. Et pendant les funérailles du troisième groupe de victimes de Tal Kalakh, des tirs nourris ont eu lieu pendant des heures. Puis dimanche, deux grenades défensives ont été trouvées sur la route menant à la maison de Mikati.

Un notable du Liban-Nord souligne que ces incidents prouvent que la tension sécuritaire à Tripoli est programmée d'une manière systématique dans le but de torpiller toute action positive du gouvernement. Ceux qui sont responsables de ces agissements pensent qu'ils peuvent faire tomber le gouvernement. Mais ils ne parviendront pas à leur objectif car le départ du Cabinet est plus une question internationale que locale.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (28 décembre 2012)

Selon ses proches, le président du Parlement, Nabih Berry, pense que l'ensemble du monde arabe vit le « chaos constructif » qui doit aboutir à un nouveau Moyen-Orient dont la secrétaire d'État de George Bush fils, Condoleezza Rice, avait annoncé l'avènement. M. Berry sait que le Liban a déjà vécu plusieurs fois « son chaos constructif » pendant la guerre qui a éclaté en 1975 et même après 1990. Mais il craint que le pays ne vive encore une fois cette situation à cause du printemps arabe, d'autant que les sensibilités et les problèmes confessionnels se sont emparés des cerveaux des Libanais et de la plupart de leurs leaders politiques. Cela est clairement apparu, selon lui, dans la rupture entre le 14-Mars et le gouvernement de Najib Mikati, qui pourrait torpiller la tenue des

législatives. Et si la Chambre ne parvient pas à proroger son mandat, ce qui est probable, le pays sombrera dans un vide parlementaire et, par conséquent, dans un vide gouvernemental. Le pays sera alors paralysé et les extrémistes prendront le contrôle des scènes politique et confessionnelle. Le Liban plongera ainsi dans un cycle de violence dont personne ne saura le sortir.

M. Berry pense que les six prochains mois seront décisifs pour le Liban. Le pays connaîtra des tiraillements entre les parties qui veulent l'entraîner dans les « guerres » régionales en cours en Syrie, et qui peuvent s'étendre à d'autres pays frères, et celles qui invitent ses dirigeants à se calmer et à s'entendre pour laisser passer cette période difficile. Cela nécessite l'arrêt, même partiel, du boycott du gouvernement Mikati par le 14-Mars, un accord interlibanais sur une loi électorale répondant aux aspirations minimales des Libanais, et l'organisation des Législatives à la date prévue. À partir de ces observations, M. Berry, poursuivent ses proches, a déployé de gros efforts pour ouvrir une brèche dans le mur du boycott qui s'épaissit jour après jour. Il a réussi à convaincre le 14, le 8-Mars et d'autres à se réunir dans le cadre de la commission parlementaire ad hoc chargée d'examiner les projets de loi électorale. Dans le cadre de ses efforts, M. Berry a chargé des centres de recherche de procéder à des études et sondages pour savoir quel projet est susceptible d'assurer une représentation chrétienne saine et une égalité des chances pour le 14 et le 8-Mars. Il lui est apparu que le projet des 50 circonscriptions (prôné par Samir Geagea, ndlr) accorde au 14-Mars une majorité de 78 députés mais ne permet aux chrétiens de choisir que 20 à 40 de leurs 64 députés. Le projet des 13 circonscriptions couplé à la proportionnelle permet aux chrétiens de choisir 48 de leurs députés. Enfin, le projet de Fouad Boutros, amendé afin que la moitié des circonscriptions soit basé sur la proportionnelle et l'autre sur le mode majoritaire, ferait émerger une majorité et une minorité parlementaire très proche. Ce qui les obligera à coopérer.

An-Nahar (22 décembre 2012)

Ibrahim Bayram

Depuis le début des événements en Syrie, le Hezbollah a déployé des efforts colossaux afin de préserver sa relation historique et

stratégique avec son allié, le Hamas. L'essentiel de ces efforts visait à ne pas voir s'affaiblir la conviction de sa base populaire en la nécessité du maintien des liens avec la principale organisation islamique palestinienne. Certes, à la lumière de la montée fulgurante des Frères musulmans et de la confrontation entre eux et le régime syrien, l'avenir des relations entre le Hezbollah d'une part et le Hamas et la confrérie de l'autre, a fait l'objet d'un débat approfondi au sein des sphères de prise de décision et de planification du Hezbollah. Suite aux nombreuses réunions et rencontres tenues au sein du parti, il a été convenu de prendre les mesures suivantes, en vue de conserver les relations avec le mouvement Hamas : interdire tout discours critiquant le Hamas, sa performance ou sa conduite à l'égard de la crise syrienne, réactiver les cadres de coopération à tous les niveaux entre le Hezbollah et le Hamas ; ignorer les critiques qui proviendront du côté du mouvement palestinien, et qui s'en prennent à la performance du parti et à sa relation avec le régime en Syrie ; tenter de dissiper les sentiments d'indignation et d'amertume éprouvés par le public du Hezbollah ; le Hezbollah n'a pas fait mystère du fait que certains cadres du Hamas prêtent toujours serment d'allégeance à l'axe de la Résistance. De ce fait, ils préservent toujours leurs relations avec l'Iran et le Hezbollah. Le parti envisage, par conséquent, d'œuvrer afin de renforcer ce courant au sein du Hamas dans l'objectif de lui permettre de prendre plus tard le dessus.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 28 décembre 2012)

Le ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis a réitéré ses mises en garde aux ressortissants émiratis contre toute visite au Liban. Le timing est suspect, d'autant que les Émirats, notamment Dubaï, sont le premier concurrent du Liban sur le plan touristique. Ces mises en garde sonnent donc comme une invitation ouverte à tous les ressortissants du Golfe à passer les fêtes de fin d'année sur le sol émirati. Le ministre libanais du Tourisme, Fadi Abboud, a accusé le 14-Mars d'exhorter les ressortissants du Golfe à ne pas visiter le Liban depuis la formation du gouvernement de Najib Mikati. Selon lui, les Emirats sont les seuls bénéficiaires du boycott du Liban par les pays du Golfe.

Al-Akhbar (24 décembre 2012)

Nasser Charara

Une « guerre des gangs » est à pied d'œuvre dans les coulisses internationales entre les présidents Najib Mikati et Saad Hariri. À chaque fois que le premier se rend dans un pays occidental ou arabe, des émissaires d'Hariri l'y précèdent pour s'assurer que cette visite sera sans effet. Cette tactique du camp Hariri serait devenue plus acharnée depuis l'assassinat du général Wissam el-Hassan.

La « guerre des gangs » a culminé le mois dernier dans les couloirs de l'Élysée et du Quai d'Orsay. La « force de frappe » de Hariri dans cette guerre n'est autre que le député Marwan Hamadé. Ce dernier a mis à profit son amitié avec l'ancien ambassadeur de France au Liban Denis Pietton, devenu directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, pour convaincre la France qu'il vaudrait mieux annuler, ou du moins reporter, la visite de Mikati, pour ne pas avoir l'air de prendre parti dans le dossier libanais.

Les présidents Hariri et Mikati ont tellement accentué les pressions sur l'Élysée, chacun de son côté, que le président François Hollande a emprunté le slogan brandi par le Liban, celui de la dissociation. L'objectif étant de prendre ses distances par rapport aux différends interlibanais. Aux deux parties, il a littéralement fait savoir que « Paris n'a nullement l'intention d'intervenir dans les différends entre le 8-Mars et le 14-Mars », et que, personnellement, « il ne se portera pas volontaire pour donner aux Libanais des leçons sur la résolution des crises ».

Pour traduire en actes cette politique de dissociation, l'Élysée a forgé une solution à mi-chemin entre la demande d'annuler la visite de Nagib Mikati à Paris, et l'insistance de ce dernier à effectuer cette visite : le voyage sera maintenu, mais l'ordre du jour rétrogradé au niveau le plus bas possible. Les Français ont ainsi divisé la défaite en deux.

Une personnalité libanaise qui visite régulièrement la capitale française a entendu le député Hamadé annoncer ce qu'il a présenté comme une bonne nouvelle à ses interlocuteurs à Paris : son ami untel lui a fait part du bilan de la visite de Mikati, et lui a assuré que ce dernier a été incapable d'obtenir le soutien économique que le président Hollande lui avait pourtant promis à l'occasion de leur

rencontre à New York au début de l'été dernier. Une comparaison rapide entre les généreuses promesses faites par le président français à Mikati à New York et les résultats effectifs de la visite du Premier ministre en France le mois dernier permet d'affirmer que le tableau brossé par Hamadé était pertinent.

À New York, le président Hollande avait fait savoir à son interlocuteur libanais que Paris s'inquiétait le plus des secousses pouvant affecter la stabilité sociale du Liban à l'heure actuelle. Cette inquiétude, a-t-il enchaîné, amènera l'Europe à accorder un appui économique au Liban —le président Hollande a évoqué la réactivation des décisions de la conférence de Paris-III—. Les deux hommes ont ensuite convenu de ce qui suit : avant l'arrivée de Mikati à Paris, la France recevra le gouverneur de la Banque du Liban Riad Salamé, avec qui elle passera en revue les politiques monétaire, financière et économique du Liban.

Mais en réalité, l'entretien entre le président Hollande et le Premier ministre Mikati à l'Élysée n'a évoqué aucune de ces promesses. Trois accords furent tout ce que Mikati a réussi à obtenir pendant cette visite : un accord culturel, un autre audiovisuel, et un troisième sportif.

Mikati comprend bien les circonstances libanaises qui ont amené le président français à faire marche arrière après lui avoir fait de telles promesses à New York. Il considère même que l'importance de cette visite réside dans le simple fait qu'elle ait eu lieu : en clair, les pressions de Hariri sur Paris pour l'annuler ou la reporter ont pu être déjouées.

En dépit de cet échec matériel, la visite à Paris fut pour Mikati une occasion politique en or : il a été en mesure de faire parvenir aux grandes puissances, par l'entremise de l'Élysée, sa vision d'une sortie de crise au Liban, bien que, dans cette crise, les complications locales côtoient celles régionales. Cette vision ainsi présentée à Paris, et qu'il a réitérée depuis, montre qu'il n'est pas personnellement attaché à son poste mais qu'il met en garde contre un vide politique au cas où il démissionnerait avant une entente sur une alternative. Il a d'ailleurs souligné que l'actualité régionale —en Syrie, en Iran et à Gaza— affecte le Liban, qui se retrouve dans une situation similaire à celle qui y avait prévalu à la veille de la guerre civile en 1975. Et a ressorti le leitmotiv qui plaît

bien à la communauté internationale : son gouvernement maintient sa politique de distanciation vis-à-vis des événements en Syrie.

Toutefois, Mikati a fait évoluer ce principe en y greffant trois axes qu'il a présentés comme des priorités stratégiques : les relations historiques et géographiques avec la Syrie ; les relations solides avec les pays du Golfe, qui emploient des milliers de Libanais et constituent à ce titre un important levier économique pour l'économie libanaise grâce au transfert de capitaux ; les clivages aigus entre Libanais au sujet de la position à adopter vis-à-vis de la crise syrienne. Mikati a qualifié ces clivages d'absurdes car aucune partie libanaise n'est en mesure d'influencer le cours des choses en Syrie.

Depuis la visite de Mikati en France, des sources françaises font état d'un échange discret de points de vue entre les grandes puissances internationales, pour s'accorder sur une position commune en réponse à une question : comment sortir le Liban de sa crise actuelle et y préserver la stabilité –qui est, sous certains aspects techniques, en rapport avec la sécurité nationale de bien des pays, en particulier ceux de l'Union européenne qui déploient des militaires au sein de la Finul au Liban-Sud.

Au nom de l'UE, la France conduit une réflexion au plan international, destinée à aider le Liban à relever les défis politico-sécuritaires qui compromettent sa stabilité à l'heure qu'il est. Ce processus international existe bel et bien, comme l'a prouvé la réunion à huis clos des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité le 14 novembre dernier. Bien que cette réunion ait été prévue à l'occasion du débat périodique sur la mise en œuvre de la résolution 1701, elle fut consacrée en grande partie à des discussions au sujet des mécanismes que la communauté internationale est appelée à soutenir afin de mettre un terme à la crise politique au Liban. Le débat a également porté sur les mesures à entreprendre pour éviter toute déstabilisation de ce pays.

De sources diplomatiques, on rapporte les prises de position exprimées par les cinq grandes puissances pendant cette réunion, ce qui permet d'en dégager la feuille de route suivante, relative à une sortie de crise dans le dossier libanais : la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France sont d'accord sur la

nécessité de soutenir la stabilité au Liban, et, par conséquent, d'encourager la politique de distanciation, de préserver le calme sur la ligne bleue, et d'appuyer la résolution 1701 et l'armée libanaise ; les concertations engagées par le président libanais Michel Sleiman pour relancer le dialogue national ou parvenir à un nouveau gouvernement ne font pas l'unanimité. Paris et Washington les appuient, et proposent un gouvernement d'union nationale qui « réponde aux aspirations du peuple libanais et mette un terme à l'impunité » (référence est ainsi faite au TSL et à d'autres dossiers, dont celui de l'ancien ministre Michel Samaha). Par contre, on ne retrouve dans l'approche britannique, russe et chinoise du dossier libanais aucune mention du dialogue sous l'égide du président Sleiman ou des appels à un nouveau cabinet. La Grande-Bretagne, la Russie et la Chine mettent plutôt l'accent sur ce qui, pour chacun de ces pays, représente une priorité libanaise à présent.

Ad-Diyar (Quotidien libanais proche de la majorité, 25 décembre 2012)

Un entretien était prévu entre le président français, François Hollande et le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, lors de son déplacement en France, la semaine dernière. Cependant, à la dernière minute, la rencontre a été annulée, sous prétexte que l'emploi du temps du chef de l'État français était chargé. Selon des sources fiables, l'ancien Premier ministre Saad Hariri, le député Marwan Hamadé et l'Arabie saoudite, auraient torpillé la rencontre Hollande-Joumblatt, en raison de leurs divergences avec le leader druze. Aussitôt de retour au Liban, M. Joumblatt a découvert le plan de sabotage ourdi contre lui. Il a annoncé alors qu'il apportera un soutien indéfectible au chef du gouvernement Najib Mikati et qu'il restera à ses côtés quelles que soient les circonstances, critiquant publiquement les États du Golfe. La position de Joumblatt se répercutera politiquement sur sa relation avec Hariri et, par conséquent, sur les prochaines élections législatives. Cette affaire suscite les questions suivantes : Qu'advient-il du siège parlementaire consacré aux druzes à Beyrouth ? Que se passera-t-il durant la bataille de Chouf, fief de Joumblatt, où Hariri est influent parmi les sunnites de l'Iqlim

el-Kharoub ?

Al-Watan (Quotidien syrien indépendant, 27 décembre 2012)

Selon des informations sûres, le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, a commencé depuis un certain temps une « campagne d'épuration » dans la ville d'Alep, où il a arrêté des dizaines d'hommes armés appartenant à d'autres groupes dans une tentative visant à étendre son contrôle exclusif sur certains quartiers en prévision de la proclamation d'un émirat islamique. Des témoins oculaires ont rapporté que des patrouilles du Front al-Nosra ont pénétré ces derniers jours dans les quartiers de Machad, Boustan al-Qasr et Fardous, et y ont enlevé de nombreux miliciens originaires de la région, qui prétendaient être affiliés à l'Armée syrienne libre. « Machad est presque vidé des miliciens qui habitent le quartier et qui avaient rejoint dernièrement les différents groupes armés. Ils ont été conduits par le Front al-Nosra vers des destinations inconnues pour y être interrogés, affirme un habitant. Le prétexte invoqué est qu'ils se livraient à des cambriolages de maisons et de magasins. Les gens se plaignaient des agissements de ces hommes armés à la mauvaise réputation ». Un autre habitant a indiqué que ces miliciens érigeaient des barrages et vérifiaient l'identité des passants et des automobilistes, ce qui a provoqué la colère des riverains. La « campagne d'épuration » a redoré l'image du Front al-Nosra auprès des habitants qui ont été invités à changer les slogans qu'ils scandaient lors des manifestations réclamant le départ des groupes armés. On lieu de dire « L'ALS dehors, nous voulons l'armée régulière », ils ont été appelés à scander : « L'ALS dehors, nous voulons l'armée islamique », c'est-à-dire le Front al-Nosra.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Bachar al-Assad en appelle au verdict des urnes, ses opposants ont peur », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 1er janvier 2013, www.voltairenet.org/article177029.html